



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société GURDEBEKE de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 2011 pour son installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Moulin sous Touvent au lieudit « Château Gautier »

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment son livre V, titre I ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu les actes administratifs encadrant le fonctionnement des installations de la société GURDEBEKE SA sur la commune de Moulin sous Touvent (60350), notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 décembre 2011 en vue d'exploiter un centre de regroupement, transit et un centre de stockage de déchets non dangereux ;

Vu la plainte transmise par courrier électronique le 12 septembre 2016 au sous-préfet de Compiègne, communiquée par courriel du 22 septembre 2016 à l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 13 octobre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société GURDEBEKE SA exploite sur le territoire de la commune de Moulin sous Touvent une installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que les enjeux environnementaux liés à l'exploitation de cette installation classée résident notamment dans la protection du sol, du sous-sol, des eaux souterraines et les nuisances olfactives susceptibles d'être générées ;

Considérant qu'afin de limiter ou réduire les éventuelles nuisances olfactives susceptibles d'être générées par l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'article 3.1.2 l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 susvisé prévoit :

« Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

A cet effet, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles en matière de prévention des nuisances olfactives. La zone en cours d'exploitation de l'ISDND fait l'objet d'un recouvrement de matériaux aussi souvent que le nécessite le risque de dégagement d'odeur et en tout état de cause, avant chaque jour férié et congés hebdomadaires. Les zones en cours d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux sont équipées d'un réseau de captage provisoire du biogaz dans l'attente de la mise en place du réseau définitif ».

Considérant que, par courrier électronique en date du 12 septembre 2016, Monsieur le Sous-préfet de Compiègne a été destinataire d'une plainte de riverains faisant état de nuisances olfactives susceptibles d'être générées par l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société GURDEBEKE SA sur le territoire de la commune de Moulin sous Touvent ;

Considérant qu'afin de vérifier les conditions d'exploitation du site susvisé, et notamment le respect de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011, l'inspection des installations classées a procédé à une inspection inopinée le lundi 26 septembre 2016 ;

Considérant qu'au cours de cette inspection il a été :

- ressenti une odeur, caractéristique de celle du biogaz et de déchets en cours de fermentation, aux abords et à l'entrée du site ;
- constaté qu'un seul casier de déchets était en cours d'exploitation et que la majorité de la surface de ce casier est recouverte de déchets ;
- relevé que l'odeur caractéristique de biogaz et de déchets en cours de fermentation s'intensifie en se rapprochant du casier en cours d'exploitation ;

Considérant qu'il résulte du constat réalisé par l'inspection des installations classées le lundi 26 septembre 2016 dès 9h30, que la surface importante de déchets qui recouvre le casier en cours d'exploitation au moment de l'inspection ne peut être due à l'activité du site depuis son ouverture, dans la mesure où l'activité du site a repris le lundi 26 septembre 2016 à 7h30 ;

Considérant que la société GURDEBEKE SA n'a pas respecté les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 en ne recouvrant pas la zone en cours d'exploitation de matériaux avant la période de congés hebdomadaires précédant le lundi 26 septembre 2016 ;

Considérant que la prescription susvisée a pour objectif de réduire la surface d'échange entre l'air et les déchets en cours de fermentation afin de limiter les nuisances olfactives autour des casiers de stockage des déchets ;

Considérant que, s'il ne peut être établi de lien de causalité entre les odeurs ressenties le jour de l'inspection et celles perçues par les riverains dans le cadre de la plainte précitée, il ne peut être nié que le non-respect de ladite prescription réglementaire conduit à créer une source olfactive environnementale ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE SA de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 - La société GURDEBEKE SA - dont le siège social est situé 65 boulevard Carnot à Noyon (60400) exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Moulin sous Touvent au lieudit « Château Gautier » est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 susvisé.

À cet effet, la société GURDEBEKE SA est tenue de procéder au recouvrement de la zone en cours d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux par des matériaux aussi souvent que le nécessite le risque de dégagement d'odeur et en tout état de cause, avant chaque jour férié et congés hebdomadaires.

Cette décision prend effet à dater de la réception de sa notification.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.


Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la société GURDEBEKE SA et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Moulin-Sous-Touvent, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le

26 DEC. 2016

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société GURDEBEKE SA

M. le Sous-préfet de Compiègne

Mme le Maire de Moulin-sous-Touvent

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. l'Inspecteur de l'environnement

(s/c de M. le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France)

M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.

